

#17

PSA PEUGEOT-CITROËN, VICTIME COLLATÉRALE DE LA GUERRE ÉCONOMIQUE ÉTATS-UNIS/IRAN

20 septembre 2012

Contact

CDEM-SAPD
1, place Joffre
75700 PARIS SP 07
www.cdem.defense.gouv.fr
Tel : 01 44 42 45 76

L'annonce, au cours du mois de juillet 2012, de la fermeture de l'usine automobile d'Aulnay-sous-Bois a résonné comme un ultime avertissement pour une industrie française déjà bien malmenée. La direction de PSA Peugeot-Citroën justifie ce choix par des prévisions de baisse durable des ventes sur le marché européen. Si la conjoncture économique européenne est indéniablement difficile pour le secteur automobile français¹, le principal marché à l'export en nombre de véhicules vendus de la marque au lion n'est pourtant pas européen mais iranien². Or, en ce début d'année 2012, le constructeur automobile a préféré se retirer de ce marché, prétextant des contraintes économiques de plus en plus lourdes pesant sur la République islamique. L'entreprise française semble s'être retrouvée prise dans un affrontement dépassant les simples enjeux commerciaux et avoir fait les frais du bras de fer géopolitique que se livrent les États-Unis et l'Iran.

Sommaire :

1. Fait : Retrait du marché iranien
2. Contexte : PSA, une entreprise sous influence ?
3. Enjeux : Pressions financières sur l'Iran

A l'attention du lecteur :

Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.

1. FAIT : RETRAIT DU MARCHÉ IRANIEN

Une présence historique. Implanté en Iran depuis l'époque du Shah, Peugeot a su s'adapter aux bouleversements politiques pour se maintenir sur le marché automobile du pays le plus peuplé du Moyen-Orient après l'Égypte, mais disposant d'un PIB par habitant nettement supérieur à ce dernier³. Avec 455 000 véhicules écoulés en 2011⁴, la marque française est très fortement implantée sur le marché iranien, où elle livre surtout des voitures en kit. Les pièces des voitures exportées, principalement pour des modèles de 206 et de 405, sont produites sur le site de Vesoul, puis livrées à Iran Khodro, principal constructeur iranien, qui en assure le montage et la commercialisation⁵.

Un marché d'une importance relative, mais dynamique. Si la relation avec Iran Khodro semble importante en volume, elle l'est nettement moins en termes de chiffre d'affaires. Les ventes en Iran comptent pour à peine 2 % de celui-ci, soit entre 640 et 850 millions d'euros⁶. Toutefois, l'Iran a le mérite d'offrir une seconde vie à des modèles faciles à produire et aux coûts de développement amortis depuis longtemps. De plus, dans les comptes de PSA Peugeot-

¹ L'automobile européenne affectée par la crise et divisée. *L'Usine nouvelle*, 29 août 2012. Consulté le 31/08/2012. Disponible sur : <http://www.usinenouvelle.com/article/l-automobile-europeenne-affectee-par-la-crise-et-divisee.N180793>

² JACQUE, Philippe. PSA Peugeot Citroën subit le contrecoup des sanctions contre l'Iran. *Le Monde*, 30 mars 2012. Consulté le 31/08/2012. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/03/30/psa-peugeot-citroen-subit-le-contrecoup-des-sanctions-contre-l-iran_1678225_3234.html

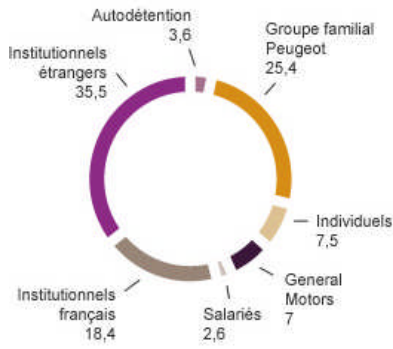
³ Selon le CIA World Factbook, le PIB/hab (*GDP/per capita*) est en 2011 de 13 200\$ pour l'Iran, contre 6 600\$ pour l'Égypte. Voir : https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/wfbExt/region_mde.html

⁴ L'Iran a-t-il fait sombrer PSA ? *Le Point*, 16 septembre 2012. Consulté le 31/08/2012. Disponible sur : http://www.lepoint.fr/economie/l-iran-peut-il-sauver-psa-16-07-2012-1486125_28.php

⁵ *Ibid.*

⁶ PSA-GM, premier accrochage concernant l'Iran. *Autoplus*, 30 mars 2012. Consulté le 31/08/2012. Disponible sur : <http://news.autoplus.fr/news/1453579/Khodro-Group-Iran-GM-Peugeot-206-Sedan>

Citroën, la zone à laquelle le marché iranien est rattaché fait preuve de dynamisme et ne cesse d'accroître sa contribution au chiffre d'affaires de l'entreprise⁷.



Répartition du capital en % au 30 mars 2012.

Source image : PSA-Peugeot-Citroën.com

Décision de suspendre les livraisons. Malgré l'intérêt de ce marché, le groupe PSA annonce en février 2012 son intention de s'en retirer, justifiant que « le renforcement des sanctions à l'encontre de l'Iran a induit une impossibilité de financer l'activité de vente d'éléments détachés vers cette destination, ce qui a conduit le Groupe, en conformité avec les réglementations internationales, à suspendre au cours du premier semestre cette activité »⁸. Le rapport financier de Peugeot S.A. au premier semestre 2012 met en lumière l'impact de ce choix. La vente d'éléments détachés plonge de 31,1 %⁹ (50,8 % pour les ventes du modèle 206¹⁰), alors que les ventes de véhicules montés ne régressent que de 10,7 % sur la même période¹¹. L'arrêt des exportations de pièces détachées vers l'Iran porte un coup supplémentaire au constructeur automobile, dont la santé financière était déjà bien mise à mal par la conjoncture européenne. Quant aux salariés du site de production de Vesoul, ils sont mis au chômage partiel depuis le début de l'année, mesure reconduite de mois en mois et qui menace de devenir définitive¹².

2. CONTEXTE : PSA, UNE ENTREPRISE SOUS INFLUENCE ?

Bannissement du réseau bancaire. Pour justifier son choix, la direction fait état de difficultés pour assurer les garanties financières de son activité en Iran. En effet, depuis le 15 mars 2011, l'Union européenne a interdit aux institutions bancaires iraniennes l'accès au réseau de transferts interbancaires SWIFT (*Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*), en sanction contre la poursuite de son programme nucléaire¹³. Cette décision, qui affecte le système de paiement des sociétés iraniennes et les investissements des sociétés européennes, complique indéniablement les relations économiques. Renault, présent aussi en Iran via la *joint venture* Renault-Pars, ne semble pourtant pas être handicapé par ces problèmes interbancaires. Bien au contraire, la marque au losange accroît fortement sa présence dans le pays¹⁴.

Modification du capital de PSA. Les raisons du retrait de PSA seraient donc en réalité autres. Afin de contrer les sombres perspectives du marché automobile en Europe et l'érosion de sa rentabilité, le groupe cherche à nouer des alliances internationales. Le 29 février 2012, Peugeot-Citroën et General Motors (GM) annoncent la création d'une alliance stratégique. L'accord repose sur le partage des plates-formes de véhicules et des composants, ainsi que sur la création d'une *joint venture* d'achat de produits et de services à l'échelle mondiale¹⁵. Quelques jours après, PSA procède à une augmentation de ses fonds propres permettant à la firme américaine d'entrer à hauteur de 7 % dans son capital (voir schéma ci-contre). PSA bénéficie ainsi de nouvelles sources de financement et d'économie d'échelle pour ses achats, tandis que GM peut profiter de l'expertise française dans le domaine des véhicules de petite et moyenne taille à faible consommation d'énergie.

joint venture

Une *joint venture*, ou coentreprise, est une filiale créée par au moins deux entreprises, qui la détiennent à parts variables sans qu'aucune d'elles ne la domine. Cette technique financière permettant de mutualiser les moyens et les risques est souvent utilisée dans le cadre de coopération économique internationale.

⁷ PSA PEUGEOT CITROËN. *Résultats annuels 2011*. Paris : Peugeot S.A., 2011. Cf. p. 5. Consulté le 4/09/2012. Disponible sur : <http://www.psa-peugeot-citroen.com/fr/resultats-financiers>

⁸ PSA PEUGEOT CITROËN. *Rapport financier semestriel 2012*. Paris : Peugeot S.A., 2011. Cf. p. 10. Consulté le 4/09/2012. Disponible sur : <http://www.psa-peugeot-citroen.com/fr/resultats-financiers>

⁹ *Ibid.*, p. 6.

¹⁰ *Ibid.*, p. 55.

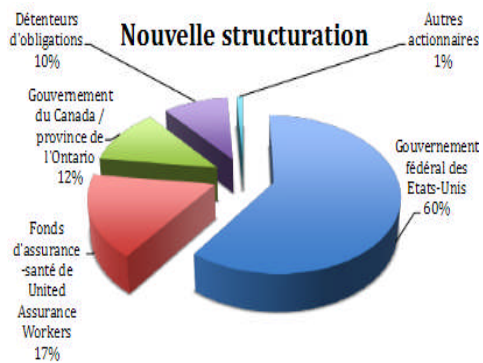
¹¹ *Ibid.*, p. 6.

¹² LEBLANC, Barbara. Les salariés de PSA à Vesoul resteront au chômage partiel. *L'Usine nouvelle*, 30 mars 2012. Consulté le 4/09/2012. Disponible sur : <http://www.usinenouvelle.com/article/les-salaries-de-psa-a-vesoul-resteront-au-chomage-partiel.N171849>

¹³ SOCIETY FOR WORLDWIDE INTERBANK FINANCIAL TELECOMMUNICATION. SWIFT instructed to disconnect sanctioned Iranian banks following EU Council decision. *SWIFT*, 15 mars 2012. Consulté le 5/09/2012. Disponible sur : http://www.swift.com/news/press_releases/SWIFT_disconnect_Iranian_banks?lang=fr

¹⁴ VERDEVOYE, Alain-Gabriel. PSA gèle ses livraisons de pièces à l'Iran, Renault continue. *La Tribune*, 6 avril 2012. Consulté le 4/09/2012. Disponible sur : <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/automobile/20120406trib000692316/psa-gele-ses-livraisons-de-pieces-a-l-iran-renault-continue.html>

¹⁵ PSA PEUGEOT CITROËN. *Rapport financier semestriel 2012*, op. cit.



Répartition du capital de GM après sa mise en faillite (en %).

Source image : [Scribd](#)

« Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats-Unis ». La célèbre phrase d'un directeur de la firme automobile est plus que jamais d'actualité, puisque le premier actionnaire de GM n'est autre que le gouvernement fédéral. Fortement impacté par la récession économique et malgré un plan d'aide étatique d'un montant total d'environ 50 milliards de dollars¹⁶, GM est officiellement mis en faillite en juin 2009. Nationalisée par le gouvernement américain, qui prend 60 % du capital (ramenés à 33 % après la réintroduction en bourse en 2010¹⁷), la firme automobile est sauvée *in extremis* de la disparition. Grâce à cette manne d'argent public, GM efface ses pertes, redevient rentable et, dès 2011, reprend sa place de n°1 mondial devant Toyota et Volkswagen.

Intervention du lobby anti-nucléaire iranien. La modification du capital de General Motors n'est pas sans conséquences politiques. Un lobby américain, l'UANI (*United Against Nuclear Iran*), dont l'objectif affiché est de faire pression sur les entreprises du monde entier pour qu'elles arrêtent de commercer avec l'Iran, s'est ému du fait qu'une entreprise aussi symbolique que General Motors, possédée par l'Etat, détienne une partie du capital d'une entreprise très présente sur le marché automobile iranien¹⁸. Ce lobby a manifestement fait pression sur la direction de GM¹⁹ pour que Peugeot cesse ses activités en Iran, en menaçant le constructeur américain d'une enquête au Congrès pour non respect du régime d'embargo. Or, au vu des profils des dirigeants de l'UANI, ces menaces ne sont pas à sous-estimer. Son fondateur et directeur, Mark Wallace, a su s'entourer d'un comité consultatif de renom, composé notamment de James Woolsey, ancien directeur de la CIA, Richard Holbrooke (décédé), envoyé spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan, Kristen Silverberg, ancienne ambassadrice auprès de l'Union européenne, ainsi que plusieurs personnalités liées au monde du renseignement²⁰. Face à un lobby aussi influent, il est probable que Peugeot ait dû faire des concessions pour concrétiser une alliance stratégique dont il attend plusieurs milliards d'euros d'économie.

fait
contexte
enjeux

3. ENJEUX : PRESSIONS FINANCIERES SUR L'IRAN

Le face à face Etats-Unis/Iran. Si les déboires de PSA en Iran ne constituent qu'un épisode du bras de fer que se livrent Washington et Téhéran, ils ont le mérite de mettre en lumière les aspects financiers du conflit d'hégémonie se jouant au Moyen-Orient. Les monarchies sunnites de la péninsule arabique, grandes pourvoyeuses de « pétrodollars » et traditionnelles alliées des Etats-Unis, sortent fragilisées des révoltes qui ont secoué la région et s'inquiètent de l'influence grandissante de l'Iran sur le monde chiite, voire au-delà²¹. L'obstination du régime des mollahs à poursuivre son programme nucléaire offre aux Américains l'opportunité de mettre en place une série de mesures financières coercitives destinées à affaiblir la puissance montante iranienne.

Dispositif de sanctions financières. L'Iran est sous le coup de mesures de rétorsion de la part des Etats-Unis depuis la révolution islamique de 1979. Suite à la crise du nucléaire, de nouvelles mesures touchant l'économie iranienne sont adoptées, non seulement par les Etats-

¹⁶ WHORIESKEY, Peter. No more U.S. aid needed, says GM chief. *Washington Post*, 29 octobre 2009. Consulté le 4/09/2012. Disponible sur : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/10/28/AR2009102802329.html>

¹⁷ General Motors : le retour en bourse a rapporté 13,5 milliards de dollars à l'Etat. *La Tribune*, 2 décembre 2012. Consulté le 4/09/2012. Disponible sur : <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/automobile/20101202trib000579194/general-motors-le-retour-en-bourse-a-rapporte-135-milliards-de-dollars-a-l-etat.html>

¹⁸ CARLETON, Nathan. UANI Calls on GM's Partner Peugeot to Stop Its Ongoing Shipments to Iran. *United Against Nuclear Iran*, 20 juin 2012. Consulté le 5/09/2012. Disponible sur : <http://www.unitedagainstnucleariran.com/news/uani-calls-gms-partner-peugeot-stop-its-ongoing-shipments-iran>

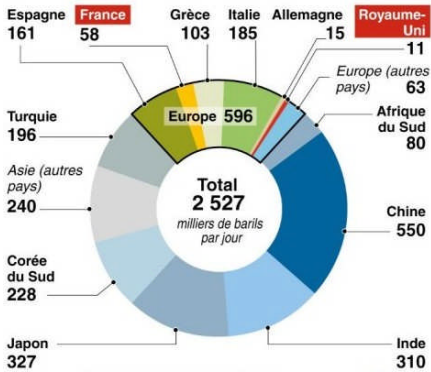
¹⁹ Voir les deux courriers officiels du directeur de l'UANI :

- Lettre de Mark D. Wallace à Daniel F. Ackerson, New York, 9 mars 2012. Consulté le 11/09/2012. Disponible sur : http://www.unitedagainstnucleariran.com/sites/default/files/IBR%20Correspondence/UANI_Ltr_GM_030912.pdf
- Lettre de Mark D. Wallace à Philippe Varin, New York, 9 mars 2012. Consulté le 11/09/2012. Disponible sur : http://www.unitedagainstnucleariran.com/sites/default/files/IBR%20Correspondence/UANI_Ltr_Peugeot_030912.pdf

²⁰ PELLETIER, Benjamin. Guerre économique : Peugeot contraint de renoncer au marché iranien. *Gestion des risques interculturels*, 9 juin 2012. Consulté le 5/09/2012. Disponible sur : <http://gestion-des-risques-interculturels.com/analyses/peugeot-contraint-de-renoncer-au-marche-iranien/>

²¹ Voir POURTIER, Roland. *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*. Paris : Nathan, 2012. Cf. chap. 26. II : Quelle hégémonie régionale ?, p. 407-414. Disponible au CDEM : 327.6 GEO

Unis, mais également par le Conseil de sécurité des Nations unies, ce qui leur confère une portée plus large. En décembre 2006, ce dernier adopte un ensemble de sanctions prévoyant notamment le gel des avoirs des sociétés iraniennes associées aux recherches nucléaires, ainsi que des ventes de matériel ou de technologies liées aux activités d'enrichissement. Renforcé en 2007-2008, puis en 2010²², le dispositif élargit le champ des sanctions destinées à assécher les sources de financement du régime. L'année 2012 a vu l'étoupe se resserrer encore davantage sur l'économie iranienne : adepte jusqu'alors d'une position modérée, le Conseil de l'Union européenne a décidé d'interrompre toute transaction bancaire²³, ce qui implique à terme que l'Europe se prive du marché pétrolier iranien, dont les transactions circulent nécessairement par la banque centrale d'Iran.



Principaux pays importateurs de brut iranien en 2011 (milliers de barils/jour).

Source image : [La vie éco](#)

Embargo sur les pétrodollars. Les mesures adoptées par le Conseil de l'UE sont lourdes de conséquences. Les pays européens sont non seulement des investisseurs importants en Iran, mais surtout ils importent près de 25 % de son pétrole, principalement vers l'Espagne, la Grèce et l'Italie, pays à la situation économique déjà fragile. De son côté, l'Iran compte sur les besoins énergétiques grandissants de ses principaux clients asiatiques pour compenser la perte du marché européen. Si le Japon semble suivre la voie européenne et réduire fortement ses importations²⁴, la Chine et l'Inde ont annoncé leur intention de maintenir l'importation de pétrole iranien. En réalité, le régime iranien n'est pas tant menacé par le manque de débouchés sur le marché pétrolier que par le risque de pénurie de devises états-uniennes. Du fait des sanctions financières, la Chine comme l'Inde sont contraintes à des accords libellés en yuans et en roupies, ce qui prive Téhéran des précieuses rentrées en dollars²⁵. Or, une grande partie des biens de consommation importés en Iran sont achetés via cette monnaie.

Fragilités de l'économie iranienne. Sevré de l'apport de la principale devise internationale, le commerce de l'Iran s'essouffle. Le pays connaît une inflation record de 22,3 % depuis le début de l'année 2012, selon l'aveu même de la Banque centrale iranienne²⁶, tandis que la monnaie nationale, le rial, perd continuellement de sa valeur face au dollar. L'Iran important massivement des produits alimentaires, la population est touchée de plein fouet par l'érosion du pouvoir d'achat. L'ampleur récemment prise par la polémique sur le prix du poulet est révélatrice des difficultés d'approvisionnement que connaît la République islamique²⁷.

Un dispositif étanche ? Malgré tous ces obstacles financiers, les Etats-Unis ne sont pas complètement parvenus à isoler l'Iran sur le plan économique et, comme l'illustre l'affaire Peugeot, ils doivent avoir recours à d'autres moyens de pression. Dernièrement, c'est une banque britannique qui s'est attiré les foudres des autorités américaines. La Standard Chartered Bank est accusée d'avoir fait transiter des centaines de milliards de dollars vers Téhéran²⁸, remettant en cause l'efficacité coercitive du *soft power* financier américain.

²² CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES. *Exposé sur l'application par les États des résolutions 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008) et 1929 (2010) du Conseil de sécurité*. New York : Nations unies, 1^{er} novembre 2010. 8 p. Consulté le 5/09/2012. Disponible sur : <http://www.un.org/french/sc/committees/1737/pdf/handoutonimplementation.pdf>

²³ COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION. Council elaborates EU sanctions against Iran. *Consilium.europa.eu*, 15 mars 2012. Consulté le 5/09/2012. Disponible sur : http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/128959.pdf

²⁴ Pétrole iranien : le Japon réduit de 65 %. *Le Figaro.fr*, 30 mai 2012. Consulté le 6/09/2012. Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2012/05/30/97002-20120530FILWWW00469-petrole-iranien-le-japon-reduit-de-65.php>

²⁵ KHAVAND, Fereydoun. Sur le plan économique, ces mesures ont déjà prouvé leur efficacité. *Le Temps.ch*, 17 février 2012.

Consulté le 6/09/2012. Disponible sur : http://www.letemps.ch/Page/Uuid/6adefcda-58da-11e1-b40a-d17757e84d1d/Sur_le_plan_%C3%A9conomique_ces_mesures_ont_d%C3%A9j%C3%A0_prouv%C3%A9_leur_efficacit%C3%A9

²⁶ CENTRAL BANK OF THE ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN. Economic Trends No 64, First Quarter 1390 (2011/2012). *Central Bank of Iran*, 4 juillet 2012. Consulté le 6/09/2012. Disponible sur : <http://www.cbi.ir/showitem/9507.aspx>

²⁷ KERN, Nathaniel ; REED, Matthew. Iran's Troubled Economy. *Middle East Policy Center*, 21 août 2012. Consulté le 7/09/2012. Disponible sur : <http://www.mepc.org/articles-commentary/commentary/irans-troubled-economy>

²⁸ STRICKER, Andrea. British Bank Accused of Doing Massive Illegal Business : Settles with New York Authorities. *Institute for Science and International Security*, 15 août 2012. Consulté le 7/09/2012. Disponible sur : <http://isis-online.org/isis-reports/detail/british-bank-accused-of-doing-massive-illegal-iran-business-settles-with-ne/>